

assez coûteux. Est-ce nécessaire? Si le journal remplit des fins éducatives, ne pourrait-on pas le remplacer par un genre quelconque de bulletin photocopié? Cette mesure réduirait les dépenses considérablement.

M. PEARKES: Je ne le pense pas. J'ai visité un bon nombre d'unités et j'ai vu à quel endroit on garde de mois en mois ce genre de brochures, — je ne dis pas que les brochures étaient reliées, mais j'en ai vu une collection. Les renseignements qu'elles contiennent ne sont pas simplement d'intérêt passager. On trouve d'excellents articles, de caractère strictement technique.

M. FISHER: Je lis moi-même la publication et je sais ce qu'elle contient. Il me semble que si vous réduisez les dépenses, ce serait ici l'occasion d'y songer.

M. PEARKES: Il faudra que j'examine de nouveau la question, je n'aimerais pas à affirmer. Je ne suis certainement pas d'avis de supprimer le journal, car je considère qu'il a de la valeur. Toutefois, si on l'imprimait sur du papier moins attrayant, je ne crois pas qu'on pourrait le conserver aussi longtemps qu'on le fait maintenant. Je n'aimerais pas voir s'amoindrir la qualité du papier.

M. CARTER: Avons-nous un service d'échange relativement à ce journal? L'échangeons-nous avec des établissements militaires dans l'ensemble du Canada et avec les pays étrangers?

M. PEARKES: On l'envoie aux unités dans un certain nombre d'autres pays. Il y a certainement échange, car je sais que nous recevons le même nombre de numéros. Nous recevons, à la bibliothèque militaire du quartier général de la Défense nationale des revues de plusieurs corps des Etats-Unis et de plusieurs corps de France. Je les ai vues et je ne mentionne pas celles qui proviennent des corps du Royaume-Uni.

M. CARTER: Ce service d'échange nous justifierait presque de continuer à publier ce journal.

M. PEARKES: Je crois que notre publication est comparable aux publications semblables en provenance d'autres pays.

M. FISHER: Vous avez dit à ce sujet, par l'intermédiaire d'un de vos hauts fonctionnaires et en réponse à d'autres questions, que la publication était distribuée parmi les officiers. S'efforce-t-on de la faire connaître parmi les sous officiers et les soldats?

M. PEARKES: Autant que je sache, on l'envoie dans les différentes unités. Certains numéros vont aux mess des officiers; certains sont distribués, je crois, individuellement aux officiers; on enverra aussi le journal aux mess des sergents, aux cantines des soldats, et ainsi de suite.

Le PRÉSIDENT: On a aussi différé une deuxième question, concernant les mess d'officiers, pour la poser au ministre. Je ne sais pas qui l'a posée. Monsieur Fisher?

M. FISHER: Les frais d'exploitation du mess des officiers ont-ils jamais été analysés pour voir s'il y avait moyen de les réduire? Ma question, comme je l'ai dit précédemment, découle de remarques qu'avait faites le premier ministre, avant son accession au poste qu'il occupe, au sujet de l'entretien, d'année en année, d'établissements somptueux ayant été créés en divers endroits pour offrir des quartiers confortables à nos officiers.

M. PEARKES: Je ne puis accepter cette expression de quartiers somptueux; confortables, oui. Au sujet des normes de nos services, qu'il s'agisse de l'armée, de la marine ou de l'aviation, des officiers ou des soldats, nous croyons essentiel qu'ils vivent dans des conditions comparables à celles qu'ils pourraient espérer trouver dans la vie civile ordinaire. Je puis dire sans crainte d'être contredit que le niveau et le caractère des membres de nos services sont excellents. Il est indispensable que nos hommes soient de haut calibre et de bonne éducation. Nous aimons à attirer ces types d'hommes et à les encourager à demeurer dans